L'instruction publique à Chaumontel - de 1852 aux années 30

Le 22 août 1852, les travaux de la maison d'école sont pratiquement achevés et l'entrepreneur réclame une partie du règlement de la facture. Malheureusement les fonds manquent, d'autant plus que l'ancienne école, mise à prix pour la somme de 1500 F, n'a pas trouvé reprenneur. Le candidat à l'achat de la maison étant décédé, le Conseil est d'avis de proposer un nouveau prix de vente, en baisse, afin de réunir les fonds nécessaires à la poursuite des travaux. Seydoux, nommé maire du Cateau, se retire du Conseil municipal de Chaumontel en octobre 1852.

A la fin de l'année, les travaux d'aménagement de la maison d'école-mairie de la rue du Tertre sont enfin terminés.

Dès le début de l'année 1854, les problèmes des charges financières obligatoires liées à l'enseignement préoccupent le Conseil municipal :

« L'an 1854, le 12 février, le Conseil municipal de la commune de Chaumontel étant réuni sous la présidence de Monsieur Picque, adjoint délégué pour la session ordinaire du mois de février, étaient présents : MM. Bécrot, Goret, Taupin, Marguerie, Pluyette, Casse et Gervais. Monsieur le Président donne connaissance des dispositions de la loi du 15 mars 1850 et du 7 octobre suivant, visant les dépenses de l'instruction primaire, et invite le Conseil municipal à délibérer de ces dépenses et sur les moyens d'y pourvoir pour l'année 1855. Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, prend les décisions suivantes :

Il propose de fixer le taux de la rétribution scolaire pour l'année 1855, pour les enfants de six ans et au-dessus, à 1 F50 et pour les enfants au-dessous de six ans à 1 F.(1 KG de pain vaut 0.60 F) . Il arrête le traitement fixe de l'instituteur pour la dite année, à la somme de 200 F . Il examine ensuite si, conformément à l'article 38 de la loi du 15 mars, il y a lieu d'allouer à l'instituteur un complément de traitement afin d'élever son revenu au minimum de 600 F. A cet effet, il se fait représenter les rôles de la rétribution scolaire de 1853 lesquels s'élèvent, déduction faite des non-valeurs, à la somme de 746,20 F. Cette somme prise pour base de la rétribution scolaire ^[1] de 1854 et ajoutée au montant du traitement fixe arrêté ci-dessus, donnant la somme totale de 946,20 F. le Conseil municipal alloue un complément de traitement pour l'année 1854 à 946.20 F ; frais de location de la maison d'école et indemnité de logement de l'instituteur : 70 F, frais d'impression pour le recouvrement de la rétribution,; 21 centimes, soit un total de 1016.41 F. Avisant ensuite au moyen d'acquitter cette dépense, le Conseil municipal décide qu'il devra être prélevé pour cet objet, sur les ressources ordinaires de la commune y compris les dons et legs affectés à l'instruction primaire, la somme de (?) laquelle somme sera ajoutée à celle de 131.62 F montant de l'imposition spéciale des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. »

^[1] Depuis la suppression de la gratuité, le paiement d'une rétribution scolaire fait partie intégrante de la législation française et ne sera remise en cause que quatre-vingt-six ans ^[2] plus tard. En sont dispensés les élèves indigents dont la liste est dressée chaque année par l'instituteur et le curé.

Le 14 septembre 1870, Eugène Honoré Mansard est nommé instituteur public de la commune de Chaumontel. Il est installé dans ses fonctions après avoir prêté serment d'obéissance et de fidélité au gouvernement de la République.

[1] Le décret du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795) avait aboli le principe de la gratuité, inscrit dans le plan de Condorcet (1792), et mis en vigueur par les décrets de la Convention du 29 frimaire an II et du 27 brumaire an 3 (19 décembre 1793 et 17 novembre 1794).

[2] La loi du 20 juin 1881 rétablit la gratuité.

Le montant de la rétribution de l'instituteur en 1874 est 1190,50 F (200 F de traitement et 996,50 F de complément provenant de la rétribution scolaire). Cette année là, « le Conseil municipal n'alloue aucun supplément de traitement ». La rétribution par élève est de 2 F pour les enfants de 6 ans et plus et de 1,50 F pour ceux qui sont âgés de moins de 6 ans. Pour les enfants admis gratuitement, la commune verse respectivement 1,75 F et 1, 25 F.

Jusqu'à la fin du siècle, les instituteurs suivants se succèdent:

- 1852-1853 : Louis-Henri Duval
- 1853-1857 : François Théry
- 1857-1858 : Honoré Berteau
- 1858-1870 : A. Jacquin, instituteur suppléant de 1^{ère} classe
- 1870- ? : Eugène Honoré Mansard
- 02.02.1883-01.09.1883 : Alfred Prévost
- 01.09.1883-03.06.1889 : Pierre Picard
- 03.06.1889-30.08.1889 : Charles Lecoq
- 30.08.1889-29.09.1892 : Gaspard Bonbron
- 29.09.1892- : Alfred Charlot

Les lois Ferry de 1881 et 1882 rendent l'instruction primaire obligatoire pour les garçons et les filles de 6 ans à 13 ans. L'école publique doit être gratuite et laïque. Il nous a semblé intéressant de donner le texte de loi.

Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1 - L'enseignement primaire comprend :

L'instruction morale et civique,

La lecture et l'écriture,

La langue et les éléments de la littérature française,

La géographie, particulièrement celle de la France ,

L'histoire, particulièrement celle de la France jusqu'à nos jours,

Quelques notions usuelles de droit et d'économie politique,

Les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et usage des outils des principaux métiers ;

Les éléments du dessin, du modelage et de la musique ;

La gymnastique ;

Pour les garçons, les exercices militaires ;

Pour les filles, les travaux à l'aiguille.

L'article 23 de la loi du 15 mars 1850 est abrogé.

Art. 2. - Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires.

L'enseignement religieux est facultatif dans les écoles privées.

Art. 3. - Sont abrogées les dispositions des articles 18 et 44 de la loi du 14 mars 1850, en ce qu'elles donnent aux ministres des cultes un droit d'inspection, de surveillance et de direction dans les écoles primaires publiques et privées et dans les salles d'asile, ainsi que le paragraphe 2 de l'article 31 de la même loi qui donne aux consistoires le droit de présentation pour les instituteurs appartenant aux cultes non catholiques.

Art. 4. - L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révolus à treize ans révolus ; elle peut être donnée soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles par le père de famille lui-même ou par toute personne qu'il aura choisie.

Un règlement déterminera les moyens d'assurer l'instruction primaire aux enfants sourds-muets et aux aveugles.

Art. 5. - Une commission municipale scolaire est instituée dans chaque commune, pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles.

Elle se compose du maire, président ; d'un des délégués du canton et, dans les communes comprenant plusieurs cantons, d'autant de délégués qu'il y a de cantons, désignés par l'inspecteur d'académie ; de membres désignés par le Conseil municipal en nombre égal, au plus, au tiers des membres de ce Conseil.

En 1882, par décision du Conseil départemental de l'Instruction publique, une école publique laïque de filles est créée et installée dans une maison particulière louée par la Commune.

Depuis sa création et jusqu'à la fin du siècle, les institutrices suivantes ont enseigné dans cette école :

- 1er septembre 1883-10 octobre 1888 : Melle Dodèle
- 10 octobre 1888-5 juin 1889 : Melle Deschamps
- 5 juin 1889-30 août 1889 : Mme Lecocq
- 30 août 1889-29 septembre 1892 : Mme Bonbron
- 29 septembre 1892- : Mme Charlot

En 1887, suite à un rapport de l'Inspecteur d'Académie, la commune fait construire une salle de classe pour les filles, à côté de la classe des garçons. Comme il n'y a qu'un logement pour le personnel, l'enseignement est, la plupart du temps, donné par un instituteur et une institutrice mariés.

En 1898-1899, l'effectif est de 42 garçons et 52 filles.

Sur cinq années, 10 garçons et 7 filles ont obtenu le Certificat d'Etudes Primaires.

La municipalité d'alors complète le matériel scolaire dans la limite des ressources de la commune, améliore les locaux pour le bien-être des enfants. Elle contribue à l'impulsion donnée par la troisième République à l'instruction populaire.

« *Les jeunes chefs de famille n'ont plus les idées arriérées d'autrefois : l'instruction qu'ils ont reçue porte ses fruits. Tous les jeunes gens qui viennent se faire inscrire pour le tirage au sort savent au moins lire et écrire. C'est là un signe notable de progrès.* » En 1900, Charlot, instituteur, propose « *d'ouvrir un cours d'adultes si la commune consent à prendre à sa charge les frais d'éclairage et de chauffage* ». Le Conseil ne souhaite pas donner suite à cette proposition, « *considérant que la plupart des adultes sont occupés jusqu'à une heure tardive* », qu'en outre, les dépenses en cause ne peuvent être prises en charge par la commune. Une nouvelle proposition de l'instituteur, visant à assurer ces cours gratuitement, recueille l'accord du conseil.

En 1905, « *considérant que, dans l'intérêt de l'hygiène et du travail des enfants, il est nécessaire de ne plus leur laisser les soins du balayage et nettoyage des classes* », *il est décidé qu'à partir du 1er mars 1906, le balayage et nettoyage des classes seront confiés à une personne rémunérée par la commune* ». Cette personne devra accomplir journalièrement ce service.

En 1910, l'instituteur, .M.Roger, propose « *d'organiser l'enseignement du tir pour les élèves de l'école des garçons.* »

[2]

Les frais d'installation d'un matériel de tir scolaire sont couverts à hauteur de 70 F par la commune.

En 1922 ; les enseignants sont M. et Mme Fourest.

En novembre, ils assistent à une conférence pédagogique, à Écouen. L'inspecteur de la circonscription, (Argenteuil), donne lecture de la décision ministérielle demandant aux communes de fixer six jours de congé. Le Conseil ayant clos sa session, il est décidé, hors session et en accord avec les deux instituteurs, de donner quatre jours à Noël et deux jours à la Pentecôte, pour l'année scolaire 1922-1923.

En novembre 1925, Camille Béchu, instituteur, est nommé secrétaire de mairie.

En 1931, les problèmes resurgissent : l'état de l'école publique est « *défectueux au point de vue du parquet, du chauffage, de la distribution d'eau* ». La réfection du parquet qui sert de plafond à la classe est confiée à M. Varenne, architecte à Paris.

Le Conseil municipal estime urgent « *de faire procéder aux travaux d'aménagement, et à l'installation du chauffage central et de l'eau courante avec lavabo* ».

La commune examine un projet de construction d'un groupe scolaire.

Au début des années 30, Melle Hansen et Mme Béchu alternent dans la fonction d'institutrice intérimaire.

[3]

[3]

[4]

Nos lecteurs peuvent constater que la mise en œuvre de l'instruction publique à Chaumontel est le résultat de nombreux échanges entre l'administration centrale et l'administration municipale, moyennant des investissements et des engagements considérables, tant financiers que personnels.

Chaumontel n'avait, jusqu'à maintenant, jamais connu, d'actes de malveillance ou de violence délibérée et irresponsable, à l'encontre du système d'éducation consacré à l'enseignement des enfants de notre commune.

Il n'aura fallu que quelques minutes, en ce début de 21^{ème} siècle, pour que s'embrasent deux des quatre classes promises pour la rentrée de septembre 2008 !.

[5]

Le nouveau groupe scolaire avant et après l'incendie - août 2008 (clichés jmrb_2008)

Jean-Michel Rat & Renée Baure-Rat (†)

jmrbrulis@orange.fr [5]

URL source : <https://www.ville-chaumontel.fr/content/instruction-publique-chaumontel-de-1852-aux-annees-30>

Liens

[1] https://www.ville-chaumontel.fr/sites/chaumontel/files/media/image/mairie/nomination_deugene.jpg [2] https://www.ville-chaumontel.fr/sites/chaumontel/files/media/image/mairie/nomination_camillebechu.jpg [3] https://www.ville-chaumontel.fr/sites/chaumontel/files/media/image/mairie/facture_entreprise_warme.jpg [4] https://www.ville-chaumontel.fr/sites/chaumontel/files/media/image/mairie/lettre_inspecteur_academie.jpg [5] <mailto:jmrbrulis@orange.fr>